

débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 179 6 décembre 2007

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Charles Boulay, Jean François Cabral,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

Sommaire :

- **Sarkozy, la fuite en avant...**
- **La jeunesse à la recherche d'une politique**

Sarkozy, la fuite en avant...

A peine revenu de Chine avec ses amis patrons qui ont empoché 20 milliards d'euros de commandes, et avant de repartir en Algérie négocier quelques 5 milliards de contrats au bénéfice de Total et Areva, Sarkozy nous a présenté à la télévision, jeudi 29 novembre, son plan pour le « pouvoir d'achat ».

Avec son arrogance habituelle, il a tenté d'éviter de répondre à toutes les questions qui le dérangent, montrant son mépris pour le travail des journalistes, taxés de « *mauvaise foi* » ou à qui il assène, en toute modestie : « *j'ai été élu pour changer la France, pas pour commenter...* ». Dissertant sur « *il n'y a ni vaincu ni vainqueur* », prétendant « *je veux dire la vérité aux Français* », il a rappelé que c'est lui le « *chef* », et affirmé que sa place est devant, sur tous les terrains, en Chine ou en Algérie pour aider les patrons « français » à arracher des contrats, en France pour faire face aux problèmes des Français, pouvoir d'achat, sécurité...

Alors que la crise sociale s'aggrave, que les « *réformes* » déjà mises en place ou en cours ont montré leur véritable nature et ouvert les yeux à bien de ceux qui s'étaient laissés prendre aux discours électoraux, les mesures qu'il a annoncées accentuent encore la politique du travailler plus pour gagner plus, ce bluff cynique, ce mensonge officiel qui n'a d'autre objectif que de faire passer une politique visant à diminuer le pouvoir d'achat.

Sarkozy, à peine les grèves momentanément arrêtées, ne peut accorder une pause à son offensive. Il faut qu'il reprenne l'avantage, faire oublier que la grève l'a contraint à négocier, qu'il subjugue l'opinion, qu'il tire au maximum partie des capitulations des confédérations syndicales. Il ne faut pas laisser le temps à l'opinion de se ressaisir, aux travailleurs de refaire leur force, de tirer les enseignements de la lutte...

Et en prime, il mène son offensive contre les classes dangereuses, les classes populaires vivant dans les cités, les jeunes. Sarkozy nous a livré le fond de sa pensée sur les affrontements de Villiers-le-Bel. Il n'y a selon lui, aucune raison de considérer que les explosions des banlieues auraient des origines sociales. Il s'agit du fait de voyous, de trafiquants de drogue, de malfaiteurs, qui n'hésitent pas à faire usage d'armes à feu contre les forces de l'ordre, et à qui il promet la cours d'assises. Les mesures pour y faire face ? Plus de répression, plus de flics, mieux armés et disposant d'hélicoptères,... et « *l'immigration choisie* » ! Depuis, un pas de plus a été franchi vers le monde policier que nous promet Sarkozy, avec la distribution par la police, à la population des cités où se sont produits les affrontements, de tracts incitant à la délation anonyme contre une récompense de quelques milliers d'euros. Pas pour

déterminer les circonstances de l'accident dans lequel deux jeunes ont trouvé la mort, mais pour trouver ceux qui ont tiré sur les flics avec des fusils de chasse.

Les mesures pour le « *pouvoir d'achat* » évitent soigneusement de parler de salaire et reprennent, en l'aggravant, le thème du « *travailler plus pour gagner plus* » : à la réforme sur les heures supplémentaires déjà votée, il propose d'ajouter la possibilité de négocier, entreprise par entreprise, la durée du travail, autrement dit de passer outre à la loi sur les 35 heures, en échange d'une augmentation de salaire, la possibilité de « *monétiser* » les RTT, etc... Autre source de « *pouvoir d'achat* », les « *participations* » des salariés dans les entreprises de plus de 50 salariés, qui seraient désormais débloquées, et pour les salariés des entreprises qui n'y ont pas accès, une prime exonérée de charges. Il a aussi promis que l'Etat paierait les heures supplémentaires qu'il doit à ses employés...

Concernant le problème du logement, il propose d'indexer les loyers sur le coût de la vie au lieu du coût de la construction, ce qui réduirait les augmentations... tant que le coût de la vie augmente moins vite que celui des constructions.

Il s'agirait aussi de réduire les cautions et autres garanties financières qui constituent un obstacle à la location d'un logement pour bien des familles. Mais cette proposition suscite une protestation véhémement des propriétaires. C'est sûrement pourquoi on ne la retrouve pas dans la loi que prépare Fillon, concernant la mise en œuvre du « *plan pouvoir d'achat* » de Sarkozy, dès janvier 2008 : déblocage des participations ou prime de 1000 euros, rachat des jours de RTT, indexation des loyers sur le coût de la vie...

Le complément indispensable de cette politique, c'est l'appel aux « *partenaires sociaux* », aux vertus du « *dialogue social* ». Après avoir félicité les partenaires sociaux sur leur « *volonté de dialogue* », il a réaffirmé sa volonté de les associer à l'avancée de son « *projet* ». Des compliments qui ne visent qu'à mettre encore un peu plus à sa botte les directions des grandes confédérations syndicales.

Le lendemain, Chérèque, tout à son rôle de faire-valoir, a trouvé que « *les réponses* [de Sarkozy à la télé] *ne sont pas au niveau de ce que l'on attendait* »... avant de courir, ainsi que Thibault et Mailly, à l'Elysée, dès le week-end, discuter d'une date pour mettre en place, courant décembre, l'« *agenda social 2008* », autrement dit le calendrier des futures mesures antisociales du gouvernement et du patronat.

Et pendant ce temps, les négociations sur la « *modernisation du marché du travail* » continuent entre syndicats et patronat, dont les objectifs, rappelés par Parisot, sont clairs : « *le point important pour nous* [le Medef] *est d'instituer de nouvelles modalités de séparation (d'un salarié d'une entreprise), afin que les choses soient moins longues* », il s'agit d'« *instituer quelque chose qui soit à la fois moins coûteux et plus sécurisant pour les entreprises et les salariés* ».

Le voile se déchire...

Sarkozy n'a d'autre choix que la fuite en avant car l'arrogance et le mépris de son discours, en totale contradiction avec la réalité de sa politique de classe en faveur des riches et des patrons, se révèle rapidement, choque, indigné, révolte.

La violence des rapports de classe, de la guerre que mènent sans relâche patronat et gouvernement contre la population, travailleurs, jeunes, immigrés sans papiers, chômeurs, retraités... suscite des réponses qui échappent au « *cadre institutionnel* ». L'explosion de Villiers-le-Bel est l'expression de l'immense ras-le-bol qui s'accumule dans les quartiers où vit la population la plus défavorisée, contre une situation sociale insupportable, contre l'omniprésence de la police. Les travailleurs, les jeunes, font face aux attaques du gouvernement et du patronat sur leur propre terrain, celui de l'affrontement social direct, par la grève, le blocage des Universités et des Lycées, les manifestations.

Le PS, d'accord sur le fond des réformes et n'en discutant que la forme, et dans son sillage le PC, sont totalement intégrés au jeu des institutions. Leurs « *combats parlementaires* » dérisoires, à coup de petites phrases, « *d'interpellations* » et d'amendements n'en révèlent que mieux la véritable nature, la farce de la « *démocratie parlementaire* ».

Les directions syndicales se plient au calendrier et au jeu des réformes du gouvernement et du patronat. Elles font tout pour éviter l'affrontement, telles les fédérations de fonctionnaires, qui se sont empressées d'accepter le rendez-vous fixé par le ministre de la Fonction publique pour discuter de « *pouvoir d'achat* », et en ont profité pour passer à la trappe la journée d'action envisagée pour début décembre, une véritable dérobade après l'ampleur de la mobilisation du 20 novembre. Elles négocient

des « *contreparties* », tout en tentant de dévoyer les luttes de leurs véritables revendications pour en faire des soutiens à leur « *dialogue social* ». Elles ont singées, sur ce terrain, par leurs homologues étudiantes et lycéennes, l'UNEF appelant à l'arrêt du mouvement, l'UNL et la FIDL « *satisfaites* » de leur rencontre avec Péresse et Darcos...

A la sortie de la réunion du 4 décembre de la commission tripartite de la SNCF, les représentants de la CFDT annonçaient que « *les mesures salariales annulent complètement les effets négatifs de l'allongement de la durée du travail* », une façon de rappeler que, pour eux, l'affaire est entendue, il n'est plus question du maintien des 37,5 annuités. La CGT, plus prudente, se félicitait des « *mesures salariales non négligeables* », mais disait que « *ça peut repartir parce que les cheminots sont très déterminés sur le terrain. Le temps passe et ça agace* ». Elle appelle à des rassemblements sur les sites de travail ou devant les préfectures afin de « *peser* » sur les négociations à l'occasion de la prochaine rencontre tripartite.

L'intersyndicale des Industries de l'électricité et du gaz, qui ne dit pas un mot sur l'allongement du temps de cotisation, dénonce le blocage de la commission tripartite sur le problème des salaires, et annonce cependant une grève pour jeudi 6.

Après avoir contribué à diviser le mouvement en acceptant des négociations branche par branche, les confédérations syndicales font comme si la revendication centrale des grévistes, le retrait de la réforme des régimes spéciaux, était oubliée. Ils essaient maintenant de dévoyer une détermination de la base toujours vivace en appelant à des manifestations de soutien à des négociations sur des « *compensations* ». Mais elles ne sont pas sûres d'y réussir. C'est ce qui inquiète Sarkozy, et c'est pourquoi il accentue sa propre pression, ses propres exigences.

C'est, pour nous, le signe d'une situation en train d'évoluer, d'un changement qui s'opère dans la conscience des travailleurs et des jeunes en lutte, qui s'impose aux directions syndicales, et qui, de ce fait, est porteuse d'une véritable perspective de changement du rapport de force social.

Mais, si nous n'arrivons pas à aider à l'émergence d'une nouvelle conscience de classe, lucide sur la nature des organisations même des travailleurs, le regain de combativité pourrait céder la place à une nouvelle phase de déprime.

Tirer les leçons des mobilisations

Ce que nous venons de vivre à travers ce qui n'est peut-être qu'une étape vers un mouvement plus profond révèle la réalité de la politique de l'adversaire et de ses alliés. Elle nous aide aussi à voir où résident nos propres forces : dans notre capacité à prendre en main nos luttes, à les contrôler par des AG démocratiques. Et comment aller plus loin, en élisant, dans les AG de grévistes, des comités de grève, une direction centrale de la grève qui nous représente réellement, et qui défende nos véritables revendications au cours des négociations, sans se laisser entraîner sur des « *contreparties* ».

Tirer les leçons des mobilisations, en discuter largement, sera le meilleur point d'appui pour se préparer aux nouveaux rendez-vous, la lutte pour de véritables augmentations de salaires, contre les nouvelles attaques sur les retraites programmées par le gouvernement pour début 2008.

A travers ces discussions se construisent les liens militants pour avancer vers la constitution d'un nouveau parti des travailleurs. Lutte ouvrière, lors de son dernier congrès, a refusé de s'associer à ce projet, dans lequel ses militants auraient pourtant toute leur place en continuité avec ce qu'avait été sa politique en 1995, l'appel d'Arlette Laguiller à un parti des travailleurs. Nous le regrettons, et il reste à espérer que la réalité de la situation sociale finira par s'imposer et vaincre des réflexes de repliement sur soi, de démoralisation.

Car si la situation sociale en souligne le besoin, elle rassemble aussi les possibilités de construire, dès maintenant, par le bas, en regroupant tous ceux et celles qui ne se résignent pas, une véritable force représentant les intérêts des travailleurs, des jeunes, des plus démunis, le parti de la solidarité, de l'entraide, de la vérité.

Eric Lemel



La jeunesse à la recherche d'une politique

La « génération CPE » est à nouveau sur le devant de la scène politique. Depuis plusieurs semaines, les étudiants créent la surprise. Aux côtés des personnels d'université, ils se mobilisent contre la loi LRU (Liberté et Responsabilités des Universités) qui constitue une nouvelle étape dans la privatisation de l'enseignement supérieur.

En faisant voter la loi par le parlement en toute discrétion au beau milieu de l'été, le 10 août dernier, le gouvernement souhaitait se faire discret, craignant sans aucun doute cette jeunesse qui, en 2006, avait démontré sa détermination et sa force et porté un coup au gouvernement de Villepin, l'obligeant à retirer le CPE.

Mais la manœuvre n'a pas suffi. Le 18 octobre des cortèges étudiants défilent aux côtés des salariés. Le 25 octobre, un premier blocage est voté à Rouen. Et, en quelques semaines, les universités sont en grève dans tout le pays.

Blocage des facs, piquets de grève, manifestations, AGs, comités de grève, coordination nationale, recherche de la convergence avec les salariés en lutte, ce sont tout les acquis, toute l'expérience accumulée de la mobilisation contre le CPE qui sont réemployés dans cette nouvelle phase de confrontation avec le gouvernement.

Rejoint par les lycéens qui sont entrés en lutte contre la loi d'autonomie des facs, la casse de l'éducation, la suppression annoncée de milliers de postes d'enseignants et le projet de réforme du bac pro défendue par Darcos, la mobilisation de la jeunesse alimente et prolonge le mouvement de contestations et de résistances sociales contre le gouvernement et le patronat, marqué par la lutte des cheminots et les journées du 18 octobre et du 20 novembre.

La jeune génération militante qui s'est formée dans les AGs et la rue au cours des luttes de ses dernières années, en particulier celle contre le CPE, a donc repris le fil de son combat. C'est celle des jeunes qui se mobilisent massivement sur les facs et les lycées. C'est aussi celle des jeunes salariés qui impulsent et construisent la grève sur leurs boîtes, dans le public comme dans le privé, pour la défense de leurs statuts, contre la casse des retraites, pour les salaires... Chez les cheminots, les jeunes, très présents sur les piquets de grève et dans les AGs, sont souvent parmi les plus déterminés à reprendre la lutte demain.

Alors que la mobilisation des étudiants continue, aujourd'hui encore, de porter la contestation de la politique de Sarkozy, les médias ignorent le mouvement.

Et lorsque la ministre Valérie Pécresse, maître d'œuvre de la réforme des universités, dénonçant la mobilisation étudiante, affirme que les blocages d'université sont d'abord « *politiques* », elle ne s'y trompe pas. Si ces propos ne cherchent qu'à discréditer le mouvement, à le marginaliser en invoquant la « *manipulation* » politique des facultés par des « *groupes d'extrême gauche* », un véritable mouvement de politisation, profond, démocratique, est bien en cours dans la jeunesse. Sur les facs et les lycées, la contestation va bien au-delà du combat contre la LRU. Les débats dans les AGs révèlent des préoccupations et des aspirations bien plus profondes. C'est le rejet de Sarkozy et de sa politique, le refus de se soumettre à la logique de la rentabilité et du profit, l'expression d'un mécontentement accumulé par tous face à une situation qui ne cesse de se dégrader.

Le sentiment d'affrontement avec la droite, le gouvernement, l'Etat et même le système, est en partie renforcé par les tentatives de casser la grève des anti-bloqueurs, très clairement identifiés comme des groupes pro-Sarkozy et pro-patronaux tel que l'UNI, et des administrations qui organisent des référendums à bulletin secret sur les facs contre les blocages au nom de la « démocratie », renforcé aussi face à la répression violente, l'envoi des CRS sur les facs et les lycées.

Confrontée à la politique des grandes confédérations syndicales qui ont fait barrage à toute idée de généralisation d'un mouvement interprofessionnel, la mobilisation des étudiants, privée de la jonction avec les salariés d'autres secteurs, se retrouve isolée. Quant à l'UNEF, elle mène depuis le départ un double jeu et, après avoir quitté la coordination nationale étudiante, appelle maintenant, à l'issue d'une nouvelle phase de négociations dont elle sort satisfaite, à lever les blocages et stopper la grève dans les universités.

Le PS, qui, quant à lui, contresigne la politique du gouvernement en affirmant son accord tant sur les

régimes spéciaux que la privatisation des universités, Royal défendant que « *l'autonomie des universités est une bonne réforme* », accentue encore le fossé qui le sépare des travailleurs et des jeunes en lutte qui refusent de se soumettre à la fatalité... capitaliste.

Aussi, les jeunes grévistes font, en accéléré, l'expérience des problèmes politiques qui sont ceux du mouvement ouvrier dans la période actuelle. Conscients du rapport de force nécessaire à la victoire de leur lutte et plus dégagés du poids et de l'influence des directions syndicales, ils cherchent à construire une direction alternative à la mobilisation et à fixer eux-mêmes les rythmes de sa construction et de son élargissement en s'adressant directement aux salariés.

Mais le rejet légitime de la politique des directions syndicales et des partis institutionnels ne peut suffire à définir des perspectives, en particulier à la fraction des jeunes qui se radicalise et peut être attirée par des mouvements autonomistes qui théorisent la désorganisation et l'action isolée et minoritaire.

Face à ces difficultés, la jeunesse en lutte manque de point d'appui, d'un cadre démocratique de solidarité et d'action collective commun avec le monde du travail et qui porte consciemment un plan de bataille pour la lutte, en toute indépendance des institutions, et la perspective d'une transformation radicale de la société. C'est cet outil collectif qu'il nous faut construire avec eux, au cœur même de la mobilisation : un nouveau parti pour construire les luttes et changer la société.

Il y a urgence à construire un outil militant qui porte les aspirations de la jeunesse et lui donne les moyens de se battre contre ce système, pour construire elle-même son avenir. Les récentes nuits d'émeutes de Villiers-le-Bel nous le rappellent avec force en révélant une fois de plus le malaise, la souffrance et la révolte d'une partie de la jeunesse des banlieues qui subit au quotidien la précarité, les discriminations et la violence du système, mais aussi le manque de perspective et d'instrument collectif pour se battre.

Contre les attaques du gouvernement, contre les ravages du capitalisme, pour défendre nos droits sociaux, nos revendications, notre droit à décider de notre sort et de notre avenir, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, notre propre organisation. La jeune génération en fait aujourd'hui l'expérience, plus encore qu'à travers le mouvement contre le CPE.

Pour renverser le rapport de force, elle est appelée à surmonter les difficultés de la situation : dégager les moyens militants, organisationnels et politiques, du développement de la lutte d'ensemble, face à l'immobilisme des directions syndicales et de la gauche parlementaire et à une répression toujours plus forte. Renverser le rapport de force nécessitera de provoquer une crise politique majeure, d'oser contester directement, sur les terrains économiques et politiques, le pouvoir de l'Etat et des patrons. Pour cela, la jeunesse a besoin de prendre pleinement conscience du contenu politique de sa colère et de son combat, de transformer sa révolte en perspectives pour l'ensemble de la société.

Il s'agit pour nous, par notre action dans la lutte même et les débats que nous y portons, d'aider à cette maturation en nous appuyant sur les expériences de mobilisation pour prolonger les raisonnements sur le terrain politique, celui d'une contestation sociale globale dans la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société.

Clarisse Fango, Vincent Campbell, Max



Si **débatmilitant** te plaît, n'hésite pas à le diffuser
et à le faire circuler, fais le connaître à tes amis,
propose leur de s'abonner...